

# Les sénateurs « somment » le gouvernement de redresser l'agriculture France



*Une agriculture en déprise abandonnée par l'état et la quasi-totalité des hommes politiques.*

L'agriculture française va très mal depuis 20 ans à cause des gouvernements successifs. Pour les sénateurs, l'agriculture continue de s'effondrer ! Et « la France est devenue une puissance agricole qui décline de plus en plus » pour les rapporteurs de la commission des affaires économiques réunie ce 28 septembre 2022 au palais du Luxembourg. À l'heure où le commerce international de produits agroalimentaires n'a jamais été aussi dynamique, la France est l'un des seuls grands pays agricoles dont les parts de marché reculent : elle est passée de deuxième à cinquième exportateur mondial en vingt ans. Son excédent commercial, en retrait, n'est plus tiré que par l'effet prix des exportations, surtout des vins et spiritueux, et non par les volumes. En parallèle, les importations

alimentaires en France explosent : elles ont doublé depuis 2000 et représentent parfois plus de la moitié des denrées consommées en France dans certaines familles. La France, « grenier de l'Europe », est désormais déficitaire avec l'Union européenne en matière alimentaire depuis 2015. Hors vins, elle est même déficitaire avec le monde entier. Constat très accablant !

Parce qu'il refuse de prendre à bras le corps le sujet de la compétitivité de la Ferme France, l'État fait fausse route en matière agricole depuis une vingtaine d'années, selon un [rapport](#) de la commission des affaires économiques du Sénat adopté ce mercredi 28 septembre 2022.

Pour les rapporteurs [Laurent Duplomb](#) (Les Républicains – Haute-Loire), [Serge Mérillou](#) (Socialiste, Écologiste et Républicain – Dordogne) et [Pierre Louault](#) (Union Centriste – Indre-et-Loire), en suivant cette unique stratégie du « tout montée en gamme », le risque est réel de voir un affaïssement du potentiel productif agricole français, au détriment de notre souveraineté alimentaire.

Surtout, à terme, cette dynamique conduira à réserver l'alimentation française à ceux qui peuvent se le permettre, condamnant les plus modestes à se nourrir de produits importés des quatre coins du monde. Ce phénomène est déjà visible aujourd'hui.

Ces deux risques, les sénateurs entendent les conjurer en proposant de rectifier le cap.

Les rapporteurs proposent de corriger le tir en mettant en œuvre un **plan « Compétitivité de la Ferme France » à horizon 2028**, détaillé dans le rapport autour de [5 axes](#) et [24 recommandations précises](#).

Au regard du contexte actuel, marqué par la concomitance d'une crise du pouvoir d'achat et d'une hausse des charges historique des agriculteurs et des industries

agroalimentaires, les sénateurs rappellent, de manière transpartisane, l'urgent impératif d'une politique de compétitivité en agriculture.

Mener une politique de maîtrise des charges des agriculteurs tout en dopant l'attractivité des produits français à l'extérieur : tels sont les remèdes prescrits contre les maux agricoles français. Parmi les propositions, une série de mesures fiscales, des dispositions en soutien de l'innovation dans le domaine environnemental, une révision de la politique d'accompagnement à l'exportation et un renforcement des protections contre la concurrence déloyale.

Ces propositions s'appuient sur un **constat résultant d'une enquête de plusieurs mois ayant permis de recueillir l'avis de près de 200 experts et professionnels sur la stratégie promue par les pouvoirs publics** : depuis plusieurs années, la politique agricole en France promeut uniquement la montée en gamme pour toutes les filières comme solution aux difficultés rencontrées sur les marchés internationaux.

En s'appuyant sur l'**exemple de cinq denrées alimentaires** parmi les plus consommées par les Français (pomme, tomate, blé, lait, poulet), le rapport dresse un **constat sans appel des lacunes de notre politique agricole** : sans prêter une attention suffisante aux charges des agriculteurs, sans améliorer la productivité de notre amont agricole par l'innovation et l'investissement, sans défendre suffisamment nos producteurs dans les accords de libre-échange, la stratégie des pouvoirs publics pousse les agriculteurs dans une impasse.

**Les sénateurs tirent la sonnette d'alarme** et craignent que sans changement de cap, la France agricole ne cesse de reculer, car ce qui est perdu aujourd'hui ne sera jamais récupéré. Les problèmes de compétitivité aboutissent depuis quelques années à une baisse très rapide des parts de marché à l'exportation alors que le marché mondial est en forte

croissance, à un repli de la production agricole française dans de nombreuses filières et à une explosion des importations sur le marché « cœur de gamme ».

La synthèse du rapport est consultable [ici](#), et le rapport [ici](#).

La France traverse une crise majeure en matière de souveraineté alimentaire, à l'heure où la guerre russo-ukrainienne rappelle toute l'importance géostratégique de l'arme agricole. La tendance à

la réduction du potentiel productif agricole est préoccupante. Renommer le ministère de l'Agriculture est une chose, corriger le tir en est une autre à l'heure de la paupérisation agricole de notre pays. Que dire des augmentations d'importations des tomates cerises marocaines multipliées par 233 depuis 1995 ? Au moment où un poulet sur deux consommé en France est importé ! Et où le cheptel de vaches laitières a diminué de 25 %.

**Francis GRUZELLE**

**Journaliste et écrivain**

**Carte de Presse 55411**

***Lire aussi ces articles qui constituent un complément d'information :***

[Discours de Macron aux Jeunes Agriculteurs : rien qu'un coup médiatique](#)

[Scandale : les dysfonctionnements du Fonds de garantie des victimes de terrorisme](#)

[Procès des écolos fous d'Extinction Rébellion : 10 organisations agricoles partie civile](#)